



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 663-4
portant modification de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert
de cornéennes, par la SAS LES CARRIÈRES DE LA GARENNE,
sise au lieu-dit « La Garenne » sur la commune de VIGNOC**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code minier ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières.

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues à l'article R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 663 du 21 mars 2003 modifié, autorisant la société LES CARRIÈRES DE LA GARENNE à exploiter une carrière de cornéennes au lieu-dit « La Garenne », sur la commune de VIGNOC ;

Vu la demande présentée par la SAS LES CARRIÈRES DE LA GARENNE le 30 novembre 2020, complétée le 31 janvier 2022, sollicitant l'approfondissement de l'excavation autorisée de trois gradins supplémentaires de 15 mètres ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 29 mars 2022 transmis à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire notifié à la SAS LES CARRIÈRES DE LA GARENNE par courrier recommandé avec accusé de réception le 15 avril 2022 ;

Vu le courrier du 29 avril 2022 de l'exploitant portant des observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire notifié le 15 avril 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 18 juillet 2022, apportant des réponses aux observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT les modifications du site présentées par l'exploitant dans son dossier du 30 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'économie générale du projet initial n'est pas modifiée ;

CONSIDÉRANT que l'approfondissement sollicité ne modifie en rien les conditions actuellement autorisées, notamment les conditions relatives à la circulation des eaux souterraines et superficielles ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée n'est liée à aucune augmentation de production ;

CONSIDÉRANT que la modification n'est pas substantielle au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 581-14 du code de l'environnement susvisé permet de fixer des prescriptions complémentaires que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement rend nécessaire ;

CONSIDÉRANT que certaines observations sont de nature à être prise en compte dans l'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1er :

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 663 du 21 mars 2003 susvisées, sont remplacées ainsi qu'il suit :

« La hauteur moyenne de la découverte est de 10 mètres.

La hauteur de gisement exploitable sous découverte est de 90 mètres.

La cote limite en profondeur est de 10 mNGF.

Les réserves estimées exploitables sont de 19,5 millions de tonnes environ, la production annuelle moyenne de 600 000 tonnes et la production annuelle autorisée de 750 000 tonnes. »

Article 2 :

Il est inséré un article 2.1 à l'arrêté préfectoral n° 663 du 21 mars 2003 susvisé, ainsi rédigé :

« L'exploitant procédera à la vérification de la cartographie des cours d'eau à chaque modification et lors de la remise en état du site, ainsi que de l'éventuelle implantation d'espèces protégées nouvelles et patrimoniales en phase d'exploitation, notamment le faucon pèlerin.

Il en sera tenu compte lors de la remise en état de fin d'exploitation du site. »

Article 3 :

Les dispositions du cinquième alinéa de l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral n° 663 du 21 mars 2003 susvisé, sont modifiées ainsi qu'il suit :

« L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 10 mètres, pour une épaisseur d'extraction maximale de 90 mètres. Sept gradins seront ainsi constitués aux cotes respectives de :

- 100 mNGF et plus : gradin de découverte*
- 100 – 85 mNGF : gradin 1 de gisement*
- 85 – 70 mNGF : gradin 2 de gisement*
- 70 – 55 mNGF : gradin 3 de gisement*
- 55 – 40 mNGF : gradin 4 de gisement*
- 40 – 25 mNGF : gradin 5 de gisement*
- 25 – 10 mNGF : gradin 6 de gisement*

Les paliers pourront être exploités en alternance. »

Article 4 :

Il est inséré après le premier alinéa de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral n° 663 du 21 mars 2003 susvisé, les dispositions suivantes :

« Une réflexion doit être engagée trois ans avant l'échéance de l'autorisation, sur le maintien du pompage afin d'assurer la continuité écologique du ruisseau de la Grippe à la Normandière après la cessation de l'activité, et son impact sur les conditions de remise en état notamment pour la création du plan d'eau.

Cette réflexion devra aboutir à un choix définitif conduisant au dépôt d'un dossier de modification des conditions de remise en état. Celui-ci explicitera les choix, les objectifs, les inconvénients et les délais de mise en œuvre des objectifs. Il devra être déposé au moins deux ans avant l'échéance de l'autorisation. »

Article 5 :

Il est inséré après le dernier alinéa de l'article 10.2.2.I de l'arrêté préfectoral n° 663 du 21 mars 2003 susvisé, relatif au rejet canalisé après décantation, les dispositions suivantes :

« Une caractérisation du rejet et du milieu récepteur, sur les paramètres suivants : sulfates, Ca, Mg, Fe, Mn, Al, Cu, Zn, Ni, Cd, Pb, Cr, Co, est prescrite. Les concentrations mesurées dans le rejet devront pouvoir être comparées aux concentrations de rejet maximales en vue du respect de la directive cadre sur l'eau (DCE). Pour ce faire les valeurs limites d'émission du rejet seront calculées de manière à ce qu'elles respectent les normes de qualité environnementales (NQE) du milieu récepteur selon la méthodologie de l'annexe 4 du guide du 21 novembre 2012, ou à défaut, les valeurs guides environnementales (VGE) lorsqu'elles existent (en l'absence de ces dernières, une référence à d'autres données de qualité des milieux pourrait être opérée (normes pour la qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (arrêté ministériel du 11 janvier 2007), valeurs de référence de l'OFB). Cette caractérisation a pour but de connaître la teneur en éléments-traces métalliques du rejet concernant certains paramètres identifiés par le BRGM et leur éventuel impact qualitatif sur le milieu.

Cette caractérisation pourra éventuellement faire l'objet d'une étude technico-économique s'il s'avérait que le rejet de la carrière était à l'origine d'un impact significatif. Les résultats de cette caractérisation devront être transmis dans un délai d'un an après la signature du présent arrêté. La caractérisation devra être accompagnée des éventuels échéanciers de remise de l'étude technico-économique. »

Article 6 :

Il est inséré un article 10.2.4 à l'arrêté préfectoral n° 663 du 21 mars 2003 susvisé, ainsi rédigé :

« 10.2.4 – Les eaux souterraines

Un suivi des mesures de niveau des eaux souterraines sera réalisé pendant les périodes de hautes eaux et de basses eaux de chaque année, sur les ouvrages suivants :

- n° 1 : ouvrage superficiel le plus proche de l'excavation ;*
- n° 2 : ouvrage superficiel proche en amont de la zone humide la plus proche au sud de la carrière ;*
- n° 3 : ouvrage plus profond ;*

tels que localisés en annexe. »

Article 7 : Publication

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Article 8 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (3, Contour de la Motte, 35 044 RENNES Cedex), ou dématérialisé via l'application « Télérecours citoyen », accessible depuis le site <https://www.telerecours.fr> :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage ;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS LES CARRIÈRES DE LA GARENNE, et dont une copie sera adressée au maire de VIGNOC.

Fait à Rennes,

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général,
pour le secrétaire général, par suppléance,
le secrétaire général adjoint,

Le 28/07/2022



Matthieu BLET

